

**Discours de l'Honorable Alan Ganoo, ministre du Transport terrestre et du
Métro léger, et ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale
et du Commerce international de la République de Maurice
Cérémonie d'ouverture du Conseil extraordinaire des Ministres de la COI,
22 décembre 2022**

Monsieur le Président du Conseil des Ministres,
Messieurs les Ministres,
Monsieur le Secrétaire général de la COI,
Excellences,
Mesdames et messieurs,
Tous protocoles observés,

C'est à la fois un plaisir et un honneur de participer à ce Conseil des ministres. Je profite de cette occasion pour remercier la présidence malgache pour la tenue de cette rencontre qui nous permet d'une part d'avancer sur plusieurs chantiers et d'autre part pour permettre l'adoption du budget de fonctionnement du Secrétariat général.

Quarante années se sont écoulées depuis que Madagascar, Maurice et les Seychelles s'étaient réunis pour la conférence historique de Port-Louis. Cette conférence a été déterminante pour la création de la Commission de l'océan Indien. Elle culmina sur l'adoption de la déclaration de Port-Louis le 21 décembre 1982. Pendant ces quarante années, la COI s'est évoluée pour devenir un des vecteurs clé de la coopération régionale dans le sud-ouest de l'océan Indien. La COI gère actuellement un portefeuille de projets pour un montant approximative de 180 millions d'euros. Je salue les avancées de notre organisation et je pense qu'il serait important qu'on consacre un peu de notre précieux temps sur les résultats obtenus à ce jour.

Excellences, mesdames et messieurs,

L'économie mondiale continue à être confrontée à des défis de taille liés aux effets persistants de la pandémie de COVID 19 et la guerre qui perdure en Europe provoquant des pressions inflationnistes inquiétants. Tous ces facteurs ont un impact négatif sur les perspectives économiques pour l'année 2023. Il est donc impératif que la COI joue un rôle plus important au niveau du secteur économique.

Vu l'exiguïté de nos marchés, nous sommes contraints à nous tourner vers les marchés extérieurs. Il nous incombe, Excellences, de forger des alliances stratégiques. Nous devons renforcer nos capacités pour faire face à la compétition qui s'avère de plus en plus rude. Il est temps de prendre des mesures concrètes pour booster nos économies et garantir un développement durable.

Excellences,

Dans cet environnement difficile, je salue l'initiative de la présidence pour la relance économique. Je vous assure, Monsieur le Président, de notre soutien indéfectible dans la mise en œuvre de cette démarche fort important, tant sur le plan de la réflexion que tant sur le plan de l'implémentation.

Maurice a toujours œuvré en faveur d'un approfondissement de l'intégration régionale dans l'océan Indien en prônant la création d'une espace économique et commerciale. D'ailleurs, nous ne parlons plus de coopération régionale, mais bien d'intégration régionale. Et pourquoi l'intégration régionale ? S'il y a bien un point fondamental sur lequel les experts s'accordent, c'est celui du rôle pivot joué par l'intégration régionale dans la création de marchés de taille et plus intégrés. Ils sont un préalable essentiel pour l'encouragement des investissements privés, à l'accroissement des capacités de production et ainsi qu'une harmonisation des règles.

Ainsi, Maurice a exprimé le souhait qu'un espace économique et commercial s'appuyant sur des grandes chaînes de valeur et des accords commerciaux soit

inclus comme un axe spécifique dans le nouveau Plan de développement stratégique de la COI. Ceci devra nous permettre d'avancer vers une intégration régionale plus robuste et bénéfique à tous les peuples de notre région. En sus de se pencher sur cet espace économique, il nous appartient de consolider davantage nos acquis et coopérer pour pouvoir travailler, avancer et épanouir ensemble. S'il est vrai que le COMESA et le SADC nous sont utiles ; nous sommes d'accord que nos spécificités insulaires demeurent à être prises en compte.

Excellences,

La sécurité maritime revêt d'une importance capitale notamment pour le commerce international, tant pour notre développement touristique et économique, que pour la protection de nos ressources. Dans le cadre du programme de sécurité maritime (MASE) financé par l'Union européenne, une des opérations, surnommée Yellowfin eu lieu du 14 au 21 novembre 2022 dans la zone de cogestion des Seychelles et Maurice. Cette mission a permis nos pays de conjuguer nos efforts pour agir plus efficacement au niveau de la sécurité maritime. La surveillance dans la zone de gestion conjointe partagée par Maurice et Seychelles a été enfin mise en place. Je suis ravi d'apprendre qu'un navire de pêche a été intercepté et amené à Maurice pour une enquête plus approfondie par les autorités compétentes.

Je remercie la COI et nos deux centres régionaux pour leur soutien dans le succès de cette opération. Le Centre régional de coordination des opérations, basé à Seychelles, a lancé et coordonné l'opération en bénéficiant de renseignements et d'informations en temps réel du Centre régional de fusion d'informations maritimes à Madagascar. Ceci a permis de mener cette mission avec détermination et précision. Cette architecture régionale bâtit par nos efforts conjoints pour la surveillance de nos zones maritimes porte ses fruits donne des résultats escomptés.

Maurice a apporté sa pierre à l'édifice en organisant conjointement avec la COI deux conférences ministérielles ayant trait à la sécurité maritime en 2018 et 2019.

Nous envisageons d'organiser la troisième édition de cette conférence prochainement et je suis sûre que vous allez participer activement à cette conférence si importante pour notre région.

Le programme MASE arrivant à terme, il est important de maintenir ce dynamisme. Je suis confiant qu'à l'issue de notre rencontre d'aujourd'hui, le Programme MASE 2.0 sera validé. Le Secrétariat général pourra ainsi mobiliser les financements requis auprès de nos partenaires de développement, pour sa mise en œuvre.

Excellences,

Au cours de cette décennie, nous avons été témoins des grands bouleversements liés aux changements environnementaux. En effet, les problèmes causés par le dérèglement climatique, la dégradation de notre patrimoine de diversité biologique, l'augmentation progressive des substances nocives et le réchauffement planétaire sont des sujets qui pèsent lourd sur notre avenir. Nous devons résoudre ces problèmes ensemble.

La Conférence des Nations unies sur le climat tenu à Charm El-Cheikh, en Egypte, a réitéré que le monde ne fait pas assez pour lutter contre les émissions de carbone afin de protéger l'avenir de notre planète. Lors de cette conférence, la COI a été le portevoix de nos îles, en faisant un vibrant plaidoyer pour garantir un traitement différencié pour nos Etats membres.

Excellences,

C'est avec un vif intérêt que je me suis penché sur les thèmes qui nous mobilisent au sein de la Commission de l'océan Indien. J'ai été frappé par la profondeur des liens qui nous unissent et les valeurs de paix, de sécurité et de développement durable et de solidarité.

La COI s'est embarqué dans l'élaboration de notre prochain Plan de développement stratégique, le PDS. Ce plan donnera un nouveau souffle en assurant une nouvelle orientation concernant la vision et les objectifs de la COI.

La proposition pour l'intégration de la jeunesse dans la coopération régionale dans l'océan Indien et dans tous les projets et activités mis en œuvre au sein de la COI est fort louable.

L'Afrique subsaharienne est la région où vit la plus jeune population du monde. Le nouveau PDS propose ainsi de développer un agenda favorisant l'épanouissement humain en investissant dans la santé, l'éducation, la formation, la recherche, la culture tout en promouvant l'autonomisation de nos jeunes et des femmes.

La COI s'est aussi lancée dans une dynamique de modernisation et de renforcement du Secrétariat s'appuyant sur la Déclaration de Moroni en 2019 et la révision de l'Accord de Victoria en 2020. Une des réformes phares de ce renforcement est les accréditations aux neuf piliers de l'Union européenne et du Fonds vert pour le climat.

Afin d'obtenir ces accréditations, la COI va recruter plus d'une vingtaine de personnels. Ce processus de recrutement, qui s'étalera sur les 3 prochaines années, nécessitera une contribution additionnelle et conséquente par les Etats membres. Malgré notre situation économique difficile, votre Excellence nous devons tous soutenir le financement de ces recrutements car il portera ses fruits à long terme.

Mesdames et messieurs,

Pour terminer, je dois saluer l'aide précieuse que nous apporte nos partenaires qui nous accompagnent dans nos efforts en vue d'avancer la coopération régionale. Mes vifs remerciements vont aussi au Secrétariat général pour la préparation parfaite des dossiers que nous examinerons pendant ce conseil extraordinaire.

Je vous souhaite mes meilleurs vœux pour la Noël et le Nouvel An et je vous remercie de votre attention.